

permettra de relever le niveau de vie dans ce pays et hors de nos frontières. Notre priorité en tant que citoyens, que Parlement, que gouvernement, doit être de produire les richesses sans lesquelles le progrès de notre peuple est impossible. C'est la première erreur que j'ai relevée dans les observations.

La deuxième erreur, c'est de refuser totalement d'admettre que le simple fait de dépenser de l'argent à l'étranger peut être aussi improductif que de le dépenser au Canada. Il a été question du premier ministre Pearson, que nous admirons tous. Je me souviens de la lutte qu'il avait entreprise contre la pauvreté. Il a institué un programme de dépenses qui avait l'appui de tous les Canadiens parce que nous voulions suivre le gouvernement dans sa guerre contre la pauvreté au Canada. Les dépenses ont donc été maintenues et les statistiques de la pauvreté ne se sont pas améliorées. C'était une intention louable, un objectif noble et un effort admirable, mais les résultats sont là. Il y a plus de personnes qui vivent sous le seuil de la pauvreté maintenant qu'à l'époque où la lutte contre la pauvreté a commencé. Cette constatation est valable pour d'autres pays que le Canada également.

Ce n'est qu'hier soir que j'ai appris la triste expérience des Suédois. La Suède qui est l'enfant chéri de tous les sociaux-démocrates, cette perle, le modèle à suivre, a constaté que plus de Suédois vivent sous le seuil de la pauvreté maintenant qu'il y a 20 ans. Les Suédois doivent remettre leur système en question pas parce qu'ils se préoccupent moins du sort des pauvres qu'auparavant mais parce qu'ils admettent, tout comme nous, qu'il ne suffit pas de dépenser de l'argent pour améliorer le sort de l'humanité. Il faut admettre que la solution aux besoins des habitants des régions sous-développées du monde ne réside pas dans le simple augmentation des dépenses que nous y faisons; il faut les aider à mettre en application les programmes, les méthodes qui leur permettront de mener la belle vie à laquelle ils aspirent.

Par exemple, dans un récent numéro du *Times* de Londres—et citer le *Times* est certainement dans la grande tradition parlementaire—il y avait un éditorial sur l'aide à l'Afrique (*Africa help for self-help*). Dans cet article on dit que le niveau de vie en Afrique ne s'améliorera que lorsque les pays africains sauront, de nouveau, attirer des investissements, contrairement à la situation des dernières années, pendant lesquelles 3 p. 100 seulement des investissements mondiaux à l'étranger sont allés en Afrique. Par conséquent, le *Times* invite les gouvernements africains à adopter des politiques qui attireront de nouveau l'investissement privé, lequel viendra s'associer à l'investissement privé d'origine nationale.

Je parle de cela parce que j'estime qu'en tant que Parlement et en tant que gouvernement nous devons lier notre aide étrangère à certains développements à l'intérieur des nations bénéficiaires, lesquels, joints à notre aide, contribueront à l'amélioration de la vie à l'intérieur de ces frontières. L'un d'eux a été mentionné dans des discours critiquant les dépenses militaires. J'espère que tous les députés sont conscients de la perte de ressources qu'entraînent les dépenses militaires dans tant de pays sous-développés et que nous pouvons ensemble aider à améliorer ces programmes qui vont relever le niveau de vie. Cela doit certainement être notre but à tous.

Aide officielle au développement

• (1850)

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, permettez-moi de dire tout d'abord que je crois que nous vivons un moment historique dans l'histoire des initiatives parlementaires à la Chambre des communes du Canada. Sauf erreur, c'est le premier jour où nous avons un débat sur un des 20 projets de loi pouvant faire l'objet d'un vote qui figurent dans l'ordre de préséance. Le projet de loi du député de Cowichan—Malahat—Les îles (M. Manly) est un des trois choisis jusqu'ici par le comité permanent des initiatives privées qui feront l'objet d'un vote si le temps le permet. Il est possible que si la prorogation intervient, ces projets de loi s'éteignent au *Feuilleton* et ne donnent pas lieu à un vote, mais il vaut la peine de relever que c'est la première fois que nous discutons une motion d'initiative parlementaire pouvant faire l'objet d'un vote.

Il est malheureux qu'il n'y ait pas plus de députés présents, parce que l'intention de cette réforme était de susciter plus d'intérêt par le fait qu'un sujet donné pouvait donner lieu à un vote. Je dois dire qu'il y a plus de députés à la Chambre que d'habitude pendant l'heure réservée aux initiatives parlementaires, et peut-être sommes-nous ainsi sur la voie d'une amélioration.

Je tiens à donner mon avis sur le discours du député de Scarborough-Ouest (M. Stackhouse). Je regrette qu'il ne puisse entendre ceci . . .

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Le député siège à la Chambre depuis un certain temps. Il n'a pas à faire d'observations sur ceux qui sont à la Chambre et ceux qui n'y sont pas. Il y a des téléviseurs à l'extérieur, et je suis certain que les députés suivent le député en ce moment même et qu'ils prennent plaisir à son discours. Il y a beaucoup de députés derrière le rideau qui suivent le député. J'espère donc qu'il s'en tiendra au débat.

Je lui sais gré d'avoir dit que c'est la première des cinq heures consacrées à cette motion d'initiative parlementaire pouvant faire l'objet d'un vote.

M. Blaikie: Monsieur le Président, mon intervention n'était pas d'attribuer des motifs à l'absence des députés. Je voulais simplement exprimer mon regret. Je vous remercie de penser qu'il y a tant de gens qui me suivent.

Si ma mémoire est fidèle, ce n'est pas Lester Pearson qui a lancé la guerre contre la pauvreté mais Lyndon Johnson. Il s'agit là d'un phénomène américain. Je sais que le député de Scarborough-Ouest n'est pas professeur d'histoire. Il est professeur de morale chrétienne, ce qui est encore plus étonnant. En tout cas, ce sont les Américains qui ont lancé la guerre contre la pauvreté.

Je dois dire qu'en ce qui concerne l'État-providence moderne, il n'a pas démenti les sociaux-démocrates, il a prouvé qu'ils avaient raison en ce que l'État-providence n'a pas comblé l'écart qui existe entre les riches et les pauvres. Nous avons toujours dit que la redistribution des richesses sans redistribution des pouvoirs ne réaliserait pas le genre d'égalité que recherche le Nouveau parti démocratique.